

LES MODALITÉS D'INTÉGRATION AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2020  
DE CERTAIN·ES TECHNICIEN·NES PARAMÉDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DE CATÉGORIE B  
DANS L'UN DES NOUVEAUX CADRES D'EMPLOIS DE CATÉGORIE A SUIVANTS :

- MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES  
OU
- PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES  
D'ELECTORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES

REFERENCES JURIDIQUES :

- Article 37 de la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux (JO du 29/03/2013),
- Décret n° 2013-263 du 27 mars 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux techniciens paramédicaux territoriaux (JO du 29/03/2013),
- Décret n° 2020-1174 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale territoriaux (JO du 27/09/2020),
- Décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux (JO du 27/09/2020),
- Décret n° 2020-1176 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale territoriaux de catégorie A (JO du 27/09/2020),
- Décret n° 2020-1177 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux de catégorie A (JO du 27/09/2020).

- ✧ POUR LES TECHNICIEN·NES PARAMÉDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATÉGORIE « SEDENTAIRE » AU REGARD DU DROIT A PENSION : **INTÉGRATION IMMÉDIATE ET AUTOMATIQUE** DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES OU DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES (CADRES D'EMPLOIS DE CATÉGORIE A) SANS EXERCICE D'UN DROIT D'OPTION,
- ✧ **EXERCICE D'UN DROIT D'OPTION** POUR LES TECHNICIEN·NES PARAMÉDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATÉGORIE « ACTIVE » (LES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES EXERÇANT LEURS FONCTIONS AU SEIN D'UN SERVICE DE SANTE ET LES MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTORADIOLOGIE MEDICALE) AU REGARD DU DROIT A PENSION :
  - SOIT EN FAVEUR DU MAINTIEN DANS LE CADRE D'EMPLOIS ACTUEL DE CATÉGORIE B DES TECHNICIEN·NES PARAMÉDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES RÉGÉ PAR LE DÉCRET N° 2013-262 DU 27/03/2013 AVEC LA CONSERVATION DES DROITS LIÉS AU CLASSEMENT EN CATÉGORIE « ACTIVE »
  - SOIT EN FAVEUR D'UNE INTÉGRATION DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES OU DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES.

⚠ Ces dispositions ne concernent pas les technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant des spécialités suivantes :

- diététicien·ne,
- technicien·ne de laboratoire médical,
- préparateur·trice en pharmacie hospitalière.

Ces fonctionnaires restent régités par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant de la catégorie B.



### **IMPORTANT : DEFINITION DE LA CATEGORIE « ACTIVE »**

*L'instruction générale de la C.N.R.A.C.L. et l'arrêté interministériel de classement des emplois en catégorie active du 12/11/1969 précisent que **seul-es les masseur-ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur-trices d'électroradiologie médicale relèvent de la catégorie active en application de l'arrêté interministériel de classement du 12 novembre 1969 et peuvent, de ce fait, bénéficier du droit d'option.***

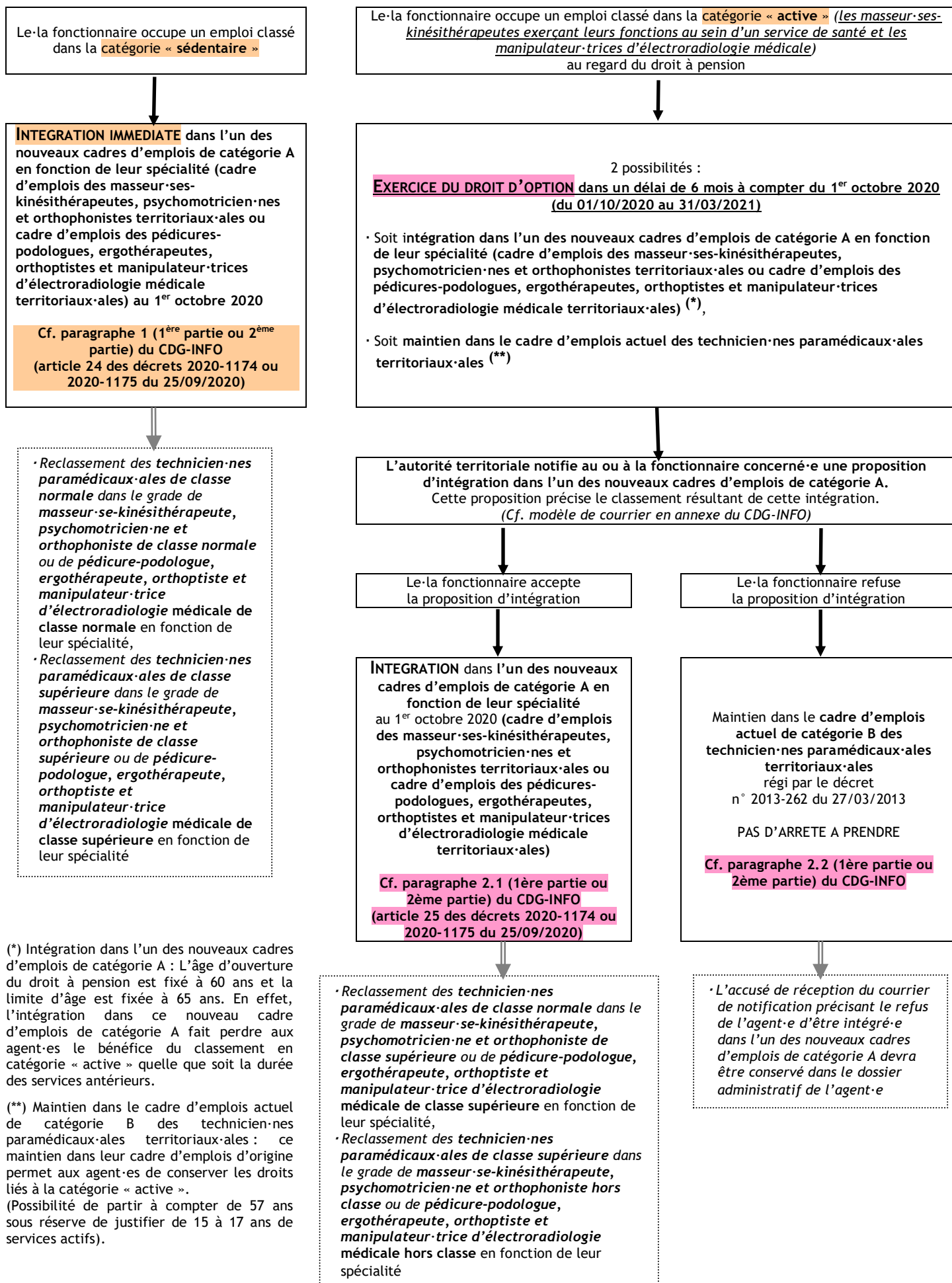
Les décrets n° 2020-1174 du 25/09/2020 et n° 2020-1175 du 25/09/2020 ont pour objet de fixer les conditions d'intégration dans l'un des nouveaux cadres d'emplois de catégorie A (cadre d'emplois des masseur-ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales ou cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur-trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales).

Ils prévoient l'intégration immédiate des technicien·es paramédicaux·ales territoriaux·ales de catégorie B relevant de l'une des spécialités, qui occupent un emploi classé dans la **catégorie « sédentaire »** (***tou·tes les fonctionnaires sauf les masseur-ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur-trices d'électroradiologie médicale***) au regard du droit à pension.

En revanche, les technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales de catégorie B relevant de l'une des spécialités (***les masseur-ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur-trices d'électroradiologie médicale***) dont l'emploi est classé en **catégorie « active »** au regard du droit à pension disposent, quant à eux·elles, d'un droit d'option leur permettant :

- soit d'intégrer l'un des nouveaux cadres d'emplois de catégorie A en fonction de leur spécialité (cadre d'emplois des masseur-ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales ou cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur-trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales),
- soit de conserver le bénéfice de la catégorie « active » en restant dans leur cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013.

**PROCEDURE D'INTEGRATION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES**  
**REGI-ES PAR LE DECRET N° 2013-262 DU 27 MARS 2013**



(\*) Intégration dans l'un des nouveaux cadres d'emplois de catégorie A : L'âge d'ouverture du droit à pension est fixé à 60 ans et la limite d'âge est fixée à 65 ans. En effet, l'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois de catégorie A fait perdre aux agent·es le bénéfice du classement en catégorie « active » quelle que soit la durée des services antérieurs.

(\*\*) Maintien dans le cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales : ce maintien dans leur cadre d'emplois d'origine permet aux agent·es de conserver les droits liés à la catégorie « active ».  
 (Possibilité de partir à compter de 57 ans sous réserve de justifier de 15 à 17 ans de services actifs).

# SOMMAIRE

## 1<sup>ère</sup> partie : La situation des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant d'une des spécialités suivantes :

- masseur·se·kinésithérapeute,
- psychomotricien·ne,
- orthophoniste.

1 - LES MODALITES D'INTEGRATION IMMEDIATE DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « SEDENTAIRE » AU REGARD DU DROIT A PENSION .....	PAGE 6
2 - LES MODALITES D'INTEGRATION APRES OPTION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « ACTIVE » (LES MASSEUR·SES KINESITHERAPEUTES EXERÇANT LEURS FONCTIONS AU SEIN D'UN SERVICE DE SANTE) AU REGARD DU DROIT A PENSION .....	PAGE 7
2.1 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UNE INTEGRATION DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES .....	PAGE 8
2.2 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UN MAINTIEN DANS LE CADRE D'EMPLOIS ACTUEL DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES REGI PAR LE DECRET N° 2013-263 DU 27/03/2013 .....	PAGE 9

## 2<sup>ème</sup> partie : La situation des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant d'une des spécialités suivantes :

- pédicure-podologue,
- ergothérapeute,
- orthoptiste,
- manipulateur·trice d'électroradiologie médicale.

1 - LES MODALITES D'INTEGRATION IMMEDIATE DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « SEDENTAIRE » AU REGARD DU DROIT A PENSION .....	PAGE 10
2 - LES MODALITES D'INTEGRATION APRES OPTION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES- DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « ACTIVE » (LES MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE) AU REGARD DU DROIT A PENSION .....	PAGE 11
2.1 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UNE INTEGRATION DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES .....	PAGE 12
2.2 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UN MAINTIEN DANS LE CADRE D'EMPLOIS ACTUEL DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES REGI PAR LE DECRET N° 2013-263 DU 27/03/2013 .....	PAGE 13

- ⇒ Arrêté portant intégration des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) le 1er octobre 2020 (intégration immédiate sans droit d'option) .. ..... PAGE 14
  
- ⇒ Arrêté portant intégration des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) le 1<sup>er</sup> octobre 2020 (technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales ayant accepté la proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois) --> concerne uniquement les masseur·ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale ..... PAGE 16
  
- ⇒ Modèle de courrier notifié par l'autorité territoriale au·à la fonctionnaire pour l'exercice du droit d'option si l'emploi relève de la catégorie « active » (proposition d'intégration) ..... PAGES 18 -19

\*\*\*\*\*

**1<sup>ère</sup> partie : La situation des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant d'une des spécialités suivantes :**

- **masseur·se-kinésithérapeute,**
- **psychomotricien·ne,**
- **orthophoniste.**

**1 - LES MODALITES D'INTEGRATION IMMEDIATE DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES**

**✗ DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « SEDENTAIRE » AU REGARD DU DROIT A PENSION**

Ces dispositions sont applicables aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en catégorie « sédentaire ».

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont intégré·es dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales de la façon suivante :

ANCIENS GRADES (DECRET N° 2013-262 DU 27/03/2013)	GRADES D'ACCUEIL (DECRET N° 2020-1175 DU 25/09/2020)
Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure (catégorie B)	Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure (catégorie A)
Technicien·ne paramédical·e de classe normale (catégorie B)	Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe normale (catégorie A)

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont **intégré·es**, par arrêté de l'autorité territoriale, dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales en fonction du grade d'origine de l'agent·e, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, puis **reclassé·es** à la même date conformément aux tableaux de correspondance présentés ci-après :

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 2013-262 DU 27/03/2013)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure	♦ Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 707	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 717		Ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 684	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 717		Sans ancienneté
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 665	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 682		Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 652		Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 607	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 625		Ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 574	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 597		Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 542	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 561		3/2 de l'ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 518	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 525		Ancienneté acquise majorée d'un an

⇒ Articles 25 et 26 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.



SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 2013-262 DU 27/03/2013)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe normale	♦ Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·e et orthophoniste de classe normale		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 645	Ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon au-delà de 3 ans I.B. 587	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 620	Sans ancienneté	
7 <sup>ème</sup> échelon jusqu'à 3 ans I.B. 587	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 590	Ancienneté acquise	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 543	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 555	3/4 de l'ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 498	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 525	1/2 de l'ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 468	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 499	Ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 442	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 469	Ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 418	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 444	Ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 389	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 444	Sans ancienneté	

⇒ Articles 25 et 26 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.

Les services accomplis par les fonctionnaires dans le cadre d'emplois et le grade d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales et le grade d'intégration.

⇒ Article 27 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.

## 2 - LES MODALITES D'INTEGRATION APRES OPTION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES

**☒ DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « ACTIVE » (LES MASSEUR·SES KINESITHERAPEUTES EXERÇANT LEURS FONCTIONS AU SEIN D'UN SERVICE DE SANTE) AU REGARD DU DROIT A PENSION**

Ces dispositions sont applicables aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en **catégorie « active »** (les masseur·ses kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé).

### ➤ LA PROCEDURE

Les technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en **catégorie « active »** (les masseur·ses kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé) au regard du droit à pension disposent d'un droit d'option prévu par les dispositions de l'article 37 de la loi n° 2010-751 du 05/07/2010 leur permettant :

- soit d'intégrer le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales régi par le décret n° 2020-1175 du 25/09/2020,
- soit de conserver le bénéfice de la catégorie « active » en restant dans leur cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013.

Ce droit d'option est ouvert durant une période de six mois du 01/10/2020 au 31/03/2021. Il est exercé de façon expresse par chaque fonctionnaire. Le choix exprimé par le·la fonctionnaire est définitif.

Par conséquent, il y a lieu de respecter la procédure suivante :

- 1) l'autorité territoriale notifie au·à la fonctionnaire concerné·e une proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois de catégorie A des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales régi par le décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.  
Cette proposition précise le classement résultant de cette intégration (Cf. modèle de courrier en annexe du présent CDG-INFO2020-20).
- 2) - Soit le·la fonctionnaire accepte cette proposition d'intégration. Il·elle est alors intégré·e **au 1<sup>er</sup> octobre 2020** dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales (Cf. paragraphe 2.1 ci-dessous).  
- Soit le·la fonctionnaire refuse cette proposition d'intégration.  
Il·elle reste régi·e par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales (Cf. paragraphe 2.2 ci-dessous).

⇒ Article 24. - I. du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.

## 2.1 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UNE INTEGRATION DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont intégré·es dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales de la façon suivante :

ANCIENS GRADES (DECRET N° 2013-262 DU 27/03/2013)	GRADES D'ACCUEIL (DECRET N° 2020-1175 DU 25/09/2020)
Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure (catégorie B)	Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste hors classe (catégorie A)
Technicien·ne paramédical·e de classe normale (catégorie B)	Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure (catégorie A)

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont **intégré·es**, par arrêté de l'autorité territoriale, dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales en fonction du grade d'origine de l'agent·e, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, puis **reclassé·es** à la même date conformément aux tableaux de correspondance présentés ci-après :

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 92-857 DU 28/08/1992)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure	♦ Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste hors classe		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 707	10 <sup>ème</sup> échelon I.B. 801	Ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 684	9 <sup>ème</sup> échelon I.B. 757	Ancienneté acquise	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 665	8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 727	Ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 694	7/8 de l'ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 607	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 658	2/3 de l'ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 574	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 626	2/3 de l'ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 542	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 595	Ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 518	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 562	Ancienneté acquise	

⇒ Articles 24. - III. et 26 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.



SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 92-857 DU 28/08/1992)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe normale	♦ Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 652	Ancienneté acquise avec maintien de l'indice à titre personnel	
7 <sup>ème</sup> échelon au-delà de 3 ans I.B. 587	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 625	2/3 de l'ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon jusqu'à 3 ans I.B. 587	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 597	1/2 de l'ancienneté acquise	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 543	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 561	3/4 de l'ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 498	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 525	1/2 de l'ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 468	3 <sup>ème</sup> échelon provisoire I.B. 499	1/2 de l'ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 442	2 <sup>ème</sup> échelon provisoire I.B. 469	2/3 de l'ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 418	1 <sup>er</sup> échelon provisoire I.B. 444	2/3 de l'ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 389	1 <sup>er</sup> échelon provisoire I.B. 444	Sans ancienneté	

⇒ Articles 24. - III. et 26 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.

Les services accomplis par les fonctionnaires dans le cadre d'emplois et le grade d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales et le grade d'intégration.

⇒ Article 27 du décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.

## 2.2 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UN MAINTIEN DANS LE CADRE D'EMPLOIS ACTUEL DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES RÉGÉ PAR LE DÉCRET N° 2013-263 DU 27/03/2013

Les fonctionnaires titulaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 restent régi·es par les dispositions de leur cadre d'emplois actuel. L'autorité territoriale n'a pas à prendre d'acte.

**L'accusé de réception** du courrier de notification précisant le refus de l'agent·e d'être intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales régi par le décret n° 2020-1175 du 25/09/2020 devra être conservé dans le dossier administratif de l'agent·e (Cf. modèle de courrier en annexe du présent CDG-INFO2020-20).

**2<sup>ème</sup> partie : La situation des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales relevant d'une des spécialités suivantes :**

- **pédicure-podologue,**
- **ergothérapeute,**
- **orthoptiste,**
- **manipulateur·trice d'électroradiologie médicale.**

**1 - LES MODALITES D'INTEGRATION IMMEDIATE DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES**

**☒ DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « SEDENTAIRE » AU REGARD DU DROIT A PENSION**

Ces dispositions sont applicables aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en catégorie « sédentaire ».

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont intégré·es dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales de la façon suivante :

ANCIENS GRADES (DECRET N° 2013-262 DU 27/03/2013)	GRADES D'ACCUEIL (DECRET N° 2020-1174 DU 25/09/2020)
Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure (catégorie B)	Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure (catégorie A)
Technicien·ne paramédical·e de classe normale (catégorie B)	Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe normale (catégorie A)

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont **intégré·es**, par arrêté de l'autorité territoriale, dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales en fonction du grade d'origine de l'agent·e, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, puis **reclassé·es** à la même date conformément aux tableaux de correspondance présentés ci-après :

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 2013-262 DU 27/03/2013)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure	♦ Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 707	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 714	Ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 684	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 714	Sans ancienneté	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 665	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 687	Ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 652	Ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 607	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 625	4/3 de l'ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 574	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 597	Ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 542	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 557	Ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 518	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 557	Sans ancienneté	

⇒ Articles 25 et 26 du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 2013-262 DU 27/03/2013)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe normale	♦ Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe normale		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 646	Ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon au-delà de 3 ans I.B. 587	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 620	Sans ancienneté	
7 <sup>ème</sup> échelon jusqu'à 3 ans I.B. 587	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 595	Ancienneté acquise	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 543	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 552	3/4 de l'ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 498	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 520	3/4 de l'ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 468	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 489	Ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 442	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 461	Ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 418	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 444	Ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 389	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 444	Sans ancienneté	

⇒ Articles 25 et 26 du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

Les services accomplis par les fonctionnaires dans le cadre d'emplois et le grade d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales et le grade d'intégration.

⇒ Article 27 du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

## 2 - LES MODALITES D'INTEGRATION APRES OPTION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DANS LE CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES

**☒ DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES DONT L'EMPLOI EST CLASSE EN CATEGORIE « ACTIVE » (LES MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE) AU REGARD DU DROIT A PENSION**

Ces dispositions sont applicables aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en **catégorie « active »** (les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale).

### ➤ LA PROCEDURE

Les technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi·es par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 dont l'emploi est classé en **catégorie « active »** (les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale) au regard du droit à pension disposent d'un droit d'option prévu par les dispositions de l'article 37 de la loi n° 2010-751 du 05/07/2010 leur permettant :

- soit d'intégrer le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales régi par le décret n° 2020-1175 du 25/09/2020,
- soit de conserver le bénéfice de la catégorie « active » en restant dans leur cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013.

Ce droit d'option est ouvert durant une période de six mois du 01/10/2020 au 31/03/2021. Il est exercé de façon expresse par chaque fonctionnaire. Le choix exprimé par le·la fonctionnaire est définitif.

Par conséquent, il y a lieu de respecter la procédure suivante :

- 1) l'autorité territoriale notifie au·à la fonctionnaire concerné·e une proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois de catégorie A des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales régi par le décret n° 2020-1175 du 25/09/2020.  
Cette proposition précise le classement résultant de cette intégration (Cf. modèle de courrier en annexe du présent CDG-INFO2020-20).
- 2) - Soit le·la fonctionnaire accepte cette proposition d'intégration. Il·elle est alors intégré·e **au 1<sup>er</sup> octobre 2020** dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (Cf. paragraphe 2.1 ci-dessous).  
- Soit le·la fonctionnaire refuse cette proposition d'intégration.  
Il·elle reste régi·e par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales (Cf. paragraphe 2.2 ci-dessous).

⇒ Article 24. - I. du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

## 2.1 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UNE INTEGRATION DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont intégré·es dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales de la façon suivante :

ANCIENS GRADES (DECRET N° 2013-262 DU 27/03/2013)	GRADES D'ACCUEIL (DECRET N° 2020-1174 DU 25/09/2020)
Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure (catégorie B)	Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale hors classe (catégorie A)
Technicien·ne paramédical·e de classe normale (catégorie B)	Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure (catégorie A)

Les fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 sont **intégré·es**, par arrêté de l'autorité territoriale, dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales en fonction du grade d'origine de l'agent·e, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, puis **reclassé·es** à la même date conformément aux tableaux de correspondance présentés ci-après :

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 92-857 DU 28/08/1992)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A	
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL	ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure	♦ Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale hors classe	
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 707	9 <sup>ème</sup> échelon I.B. 717	Ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 684	9 <sup>ème</sup> échelon I.B. 717	Sans ancienneté
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 665	8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 682	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	7 <sup>ème</sup> échelon I.B. 652	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 607	6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 621	7/6 de l'ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 574	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 591	Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 542	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 561	Ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 518	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 532	2 fois l'ancienneté acquise

⇒ Articles 24. - III. et 26 du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

SITUATION DANS LE GRADE D'ORIGINE (DECRET 92-857 DU 28/08/1992)	SITUATION DANS LE GRADE D'ACCUEIL DE CATEGORIE A		
	GRADE ET ECHELON D'ACCUEIL		ANCIENNETE CONSERVEE DANS LA LIMITE DE LA DUREE DE L'ECHELON
♦ Technicien·ne paramédical·e de classe normale	♦ Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure		
8 <sup>ème</sup> échelon I.B. 638	5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 652	Ancienneté acquise	
7 <sup>ème</sup> échelon au-delà de 3 ans I.B. 587	4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 625	Sans ancienneté	
7 <sup>ème</sup> échelon jusqu'à 3 ans I.B. 587	3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 597	Ancienneté acquise	
6 <sup>ème</sup> échelon I.B. 543	2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 557	3/4 de l'ancienneté acquise	
5 <sup>ème</sup> échelon I.B. 498	1 <sup>er</sup> échelon I.B. 520	3/4 de l'ancienneté acquise	
4 <sup>ème</sup> échelon I.B. 468	3 <sup>ème</sup> échelon provisoire I.B. 489	Ancienneté acquise	
3 <sup>ème</sup> échelon I.B. 442	2 <sup>ème</sup> échelon provisoire I.B. 461	Ancienneté acquise	
2 <sup>ème</sup> échelon I.B. 418	1 <sup>er</sup> échelon provisoire I.B. 444	Ancienneté acquise	
1 <sup>er</sup> échelon I.B. 389	1 <sup>er</sup> échelon provisoire I.B. 444	Sans ancienneté	

⇒ Articles 24. - III. et 26 du décret n° 2020-1174 du 25/09/2020.

Les services accomplis par les fonctionnaires dans le cadre d'emplois et le grade d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales et le grade d'intégration.

⇒ Article 27 du décret n° 2020-1174 du 21/03/2016.

## 2.2 - LES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES AYANT OPTÉ POUR UN MAINTIEN DANS LE CADRE D'EMPLOIS ACTUEL DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES TERRITORIAUX·ALES RÉGÉ PAR LE DÉCRET N° 2013-263 DU 27/03/2013

Les fonctionnaires titulaires du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013 restent régi·es par les dispositions de leur cadre d'emplois actuel. L'autorité territoriale n'a pas à prendre d'acte.

L'accusé de réception du courrier de notification précisant le refus de l'agent·e d'être intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale régi par le décret n° 2020-1174 du 25/09/2020 devra être conservé dans le dossier administratif de l'agent·e (Cf. modèle de courrier en annexe du présent CDG-INFO2020-20).

\*\*\*\*\*



Le Cdg59 autorise la réutilisation de ses informations et documents dans les libertés et les conditions prévues par la licence (picot de la licence) sous réserve d'apposer la mention :  
« Source : Cdg59, titre et lien du document ou de l'information et date de sa dernière mise à jour »

**ARRETE PORTANT INTEGRATION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES  
TERRITORIAUX·ALES DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A  
DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET  
MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES  
(OU MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES ET  
ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES)  
LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2020**

**(Intégration immédiate sans droit d'option  
pour les technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales  
initialement classé·es en catégorie « sédentaire »)**

Le Maire de .....,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

(Pour les fonctionnaires détaché·es pour stage) Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors-cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux·ales et à l'intégration,

(Pour les fonctionnaires à temps non complet) Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux·ales nommé·es dans des emplois permanents à temps non complet,

(Pour les fonctionnaires stagiaires) Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales,

Vu le décret n° 2013-263 du 27 mars 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales,

Vu le décret n° 2020-1174 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (OU Vu le décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales),

Vu le décret n° 2020-1176 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales de catégorie A (OU Vu le décret n° 2020-1177 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales de catégorie A),

Considérant que M/MME ..... occupe un emploi classé en catégorie « sédentaire »,

Considérant que M/MME ..... est *technicien·ne paramédical·e de classe normale (ou technicien·ne paramédical·e de classe supérieure)* au .....<sup>ème</sup> échelon, I.B. ...., depuis le ..... avec un reliquat d'ancienneté de .....,

Considérant qu'il convient d'intégrer M/MME ..... dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) le 1<sup>er</sup> octobre 2020,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, M/MME ..... est intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales au grade de *pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe normale (ou pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure)*.

**OU**

**Article 1 :** Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, M/MME ..... est intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales au grade de *masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe normale (ou masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure)*.



**Article 2 :** A compter de cette date, l'intéressé·e est reclassé·e au .....<sup>ème</sup> échelon du grade de *pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe normale (ou pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure)*, I.B. ...., I.M. .... et conserve une ancienneté de ..... (ou sans ancienneté).

**OU**

**Article 2 :** A compter de cette date, l'intéressé·e est reclassé·e au .....<sup>ème</sup> échelon du grade de *masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe normale (ou masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure)*, I.B. ...., I.M. .... et conserve une ancienneté de ..... (ou sans ancienneté).

**Article 3 :** (Pour les fonctionnaires détaché·es pour stage) M/MME ..... reste placé·e en position de détachement pour la durée du stage restant à courir.

**Article 3 :** (Pour les fonctionnaires stagiaires) M/MME ..... poursuit son stage dans le nouveau grade pour la durée du stage restant à courir.

**Article 3 ou 4 :** Le présent arrêté sera :

- notifié à l'agent·e,
- transmis au·ou à la comptable de la collectivité,
- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord.

Fait à ....., le .....

Le Maire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

NOTIFIE A L'AGENT·E LE :  
(date et signature)

**ARRETE PORTANT INTEGRATION DES TECHNICIEN·NES PARAMEDICAUX·ALES  
TERRITORIAUX·ALES DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS DE CATEGORIE A  
DES PEDICURES-PODOLOGUES, ERGOTHERAPEUTES, ORTHOPTISTES ET  
MANIPULATEUR·TRICES D'ELECTRORADIOLOGIE MEDICALE TERRITORIAUX·ALES (OU  
MASSEUR·SES-KINESITHERAPEUTES, PSYCHOMOTRICIEN·NES  
ET ORTHOPHONISTES TERRITORIAUX·ALES) LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2020**

**(Technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales initialement classé·es en catégorie « active »  
ayant accepté la proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois)**

**-> concerne uniquement les masseur·ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au  
sein d'un service de santé et les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale**

Le Maire de .....,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

(Pour les fonctionnaires détaché·es pour stage) Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors-cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux·ales et à l'intégration ;

(Pour les fonctionnaires à temps non complet) Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux·ales nommé·es dans des emplois permanents à temps non complet ;

(Pour les fonctionnaires stagiaires) Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales,

Vu le décret n° 2013-263 du 27 mars 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales,

Vu le décret n° 2020-1174 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (OU Vu le décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales),

Vu le décret n° 2020-1176 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales de catégorie A (OU Vu le décret n° 2020-1177 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales de catégorie A),

Considérant que M/MME ..... occupe un emploi classé en catégorie « active » (les masseur·ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale) et que l'agent·e a accepté la proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales),

Considérant que l'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) fait perdre à l'agent·e le bénéfice de la catégorie « active » quelle que soit la durée de ses services antérieurs,

Considérant que M/MME ..... est *technicien·ne paramédical·e de classe normale (ou technicien·ne paramédical·e de classe supérieure)* au .....<sup>ème</sup> échelon, I.B. ...., depuis le ..... avec un reliquat d'ancienneté de .....

Considérant qu'il convient d'intégrer M/MME ..... dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) le 1<sup>er</sup> octobre 2020,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, M/MME ..... est intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales au grade de *pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure (ou pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale hors classe)*.

**OU**

**Article 1 :** Le 1<sup>er</sup> octobre 2020, M/MME ..... est intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales au grade

de masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure (ou masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste hors classe).

**Article 2 :** A compter de cette date, l'intéressé·e est reclassé·e au .....<sup>ème</sup> échelon du grade de *pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure (ou pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale hors classe)*, I.B. ...., I.M. .... et conserve une ancienneté de ..... (ou sans ancienneté).

**OU**

**Article 2 :** A compter de cette date, l'intéressé·e est reclassé·e au .....<sup>ème</sup> échelon du grade de *masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure (ou masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste hors classe)*, I.B. ...., I.M. .... et conserve une ancienneté de ..... (ou sans ancienneté).

**Article 3 :** (Pour les fonctionnaires détaché·es pour stage) M/MME ..... reste placé·e en position de détachement pour la durée du stage restant à courir.

**Article 3 :** (Pour les fonctionnaires stagiaires) M/MME ..... poursuit son stage dans le nouveau grade pour la durée du stage restant à courir.

**Article 3 ou 4 :** Le présent arrêté sera :

- notifié à l'agent·e,
- transmis au·ou à la comptable de la collectivité,
- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord.

Fait à ....., le .....

Le Maire

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

NOTIFIE A L'AGENT·E LE :

(date et signature)

**MODELE DE COURRIER NOTIFIE AU·A LA FONCTIONNAIRE  
POUR L'EXERCICE DU DROIT D'OPTION (si l'emploi relève de la catégorie « active »  
-> concerne uniquement les masseur·ses-kinésithérapeutes exerçant leurs fonctions au  
sein d'un service de santé et les manipulateur·trices d'électroradiologie médicale)  
Proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois  
des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices  
d'électroradiologie médicale territoriaux·ales  
(ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales)**

**Objet :** Proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) suite à l'exercice individuel du droit d'option ouvert du 01/10/2020 au 31/03/2021 inclus.

**P.J. :** Joindre une copie de l'article 37 de la loi n° 2010-751 du 05/07/2010 + fiche « carrières » des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou fiche « carrières » des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales)

Madame, Monsieur,

Suite à la parution du décret n° 2020-1174 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) relevant de la catégorie A et classé en catégorie « sédentaire » au regard du droit à pension et conformément à l'article 37 de la loi n° 2010-751 du 05/07/2010, vous pouvez choisir :

- soit de conserver votre situation dans le cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013.  
⇒ *Le maintien dans votre cadre d'emplois actuel vous permettrait de conserver les droits liés à la catégorie « active » (possibilité de départ à la retraite à compter de 57 ans sous réserve de justifier de 15 à 17 ans de services actifs),*
- soit d'être intégré·e dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) relevant de la catégorie « sédentaire » au regard du droit à pension.  
⇒ *L'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois vous ferait perdre le bénéfice de la catégorie « active » quelle que soit la durée des services antérieurs. L'âge d'ouverture du droit à pension est fixé à 60 ans et la limite d'âge est fixée à 65 ans.*

Vous avez **jusqu'au 31 mars 2021 inclus** pour exprimer votre choix et remettre l'accusé de réception au service du personnel (ou service ressources humaines) situé au .....

Pour toute information complémentaire, le service du personnel se tient à votre disposition.

Afin de vous aider à opter, vous trouverez dans le tableau ci-dessous votre situation statutaire au 01/10/2020 ainsi que votre reclassement dans le nouveau cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) au 01/10/2020 si vous acceptez la proposition dans ce nouveau cadre d'emplois.

SITUATION AU 01/10/2020	SITUATION STATUTAIRE ACTUELLE ET MAINTENUE AU 01/10/2020	RECLASSEMENT DANS LE NOUVEAU CADRE D'EMPLOIS EN CAS D'ACCEPTATION DE LA PROPOSITION D'INTEGRATION
<b>Cadre d'emplois</b>	Technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales	Pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou Masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales)
<b>Grade</b>	Technicien·ne paramédical·e de classe normale (ou Technicien·ne paramédical·e de classe supérieure)	<i>Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur·trice d'électroradiologie médicale de classe supérieure (ou hors classe)</i>  <i>OU</i> <i>Masseur·se-kinésithérapeute, psychomotricien·ne et orthophoniste de classe supérieure (ou hors classe)</i>
<b>Echelon</b>		
<b>Ancienneté dans l'échelon</b>		
<b>Indice brut</b>		
<b>Indice majoré</b>		
<b>Traitement brut de base</b>		

Date et signature de l'autorité territoriale

→ Veuillez compléter l'accusé de réception page suivante et le remettre au service du personnel au plus tard le 31/03/2021 inclus.

1/2

**Proposition d'intégration dans le nouveau cadre d'emplois  
des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices  
d'électroradiologie médicale territoriaux·ales  
(ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes  
territoriaux·ales)**

**EXERCICE DU DROIT D'OPTION PAR L'AGENT·E  
(si l'emploi relève de la catégorie « active »)**

**-> concerne uniquement les masseur·ses-kinésithérapeutes exerçant leurs  
fonctions au sein d'un service de santé et les manipulateur·trices  
d'électroradiologie médicale**

**ACCUSE DE RECEPTION DE L'AGENT·E  
A remettre au service du personnel au plus tard le 31 mars 2021 inclus**

Je, soussigné(e), Madame, Monsieur ..... (nom et prénom)

Fais le choix (ne cocher qu'une seule case) :

- ☐ d'être intégré·e au dans le nouveau cadre d'emplois de catégorie A des pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateur·trices d'électroradiologie médicale territoriaux·ales (ou masseur·ses-kinésithérapeutes, psychomotricien·nes et orthophonistes territoriaux·ales) relevant de la catégorie « sédentaire » au regard du droit à pension,  
⇒ *L'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois vous ferait perdre le bénéfice de la catégorie « active » quelle que soit la durée des services antérieurs. L'âge d'ouverture du droit à pension est fixé à 60 ans et la limite d'âge est fixée à 65 ans.*
- ☐ d'être maintenu·e au dans le cadre d'emplois actuel de catégorie B des technicien·nes paramédicaux·ales territoriaux·ales régi par le décret n° 2013-262 du 27/03/2013) en conservant la catégorie « active » au regard du droit à pension.  
⇒ *Le maintien dans votre cadre d'emplois actuel vous permettrait de conserver les droits liés à la catégorie « active » (possibilité de départ à compter de 57 ans sous réserve de justifier de 15 à 17 ans de services actifs),*

Date et signature de l'agent·e

2 / 2

✂ .....